

Programme paix

Tchad, RCA, Soudan, Sud Soudan

ACORD CCFD-Terre Solidaire



Bulletin n°1 - Mai 2013

Agir pour une paix durable: ACORD et CCFD-Terre Solidaire s'engagent

Deux ONG internationales, ACORD, africaine, et CCFD-Terre solidaire, française, s'engagent ensemble et avec leurs partenaires pour 10 ans dans la sous-région.

Travailler sur la construction d'une paix durable et sur la réconciliation, c'est, pour ACORD et le CCFD-Terre solidaire, travailler pendant au moins 10 ou 20 ans sur le «vivre ensemble». Cela concerne des sujets aussi différents que la gestion concertée des ressources naturelles (la terre, l'eau...), les représentations identitaires (culturelles, religieuses ou encore générationnelles) ou la gouvernance politique (institutions, démocratie, impartialité de l'Etat...). Partenaires depuis 1980 dans 20 pays d'Afrique, ACORD et CCFD-Terre Solidaire ont fait le choix aujourd'hui de soutenir

durablement les sociétés civiles des quatre pays de la sous-région pour relever ces défis. Pour cela, les deux organisations ont signées en décembre une première convention de deux ans (2013-14) d'un montant de 320 000 € pour lancer cette démarche (qui s'ajoute aux 2 millions d'euros engagés chaque année sur des projets et partenaires dans ces pays). Déjà très engagées avec succès au Tchad, la priorité 2013 sera sur la Centrafrique puis au Sud-Soudan. Il s'agira de favoriser des processus de structuration de la société civile et des démarches pluri-acteurs, des dynamiques transfrontalières et des actions sous-régionales pour l'amélioration des conditions de vie des populations et du vivre ensemble. Nous l'appellerons « Programme paix » mais il s'agit en réalité d'une vision et d'un engagement que nous voulons faire

partager avec d'autres acteurs du monde de la solidarité et de la coopération. Il ne s'agira pas en effet d'un «Programme» au sens classique du terme avec un cadre opératoire et un financement global comme cela est la norme de travail habituelle. Il s'agira plutôt d'un ensemble d'actions, de projets, d'études, de rencontres, de séminaires et de programmes classiques qui apporteront progressivement des réponses aux 3 défis retenus comme axes d'intervention à long terme.

Ousainou Ngum *Directeur Exécutif* ACORD
Bernard Pinaud *Délégué Général* CCFD-Terre Solidaire

Sommaire :

Mission conjointe RCA/Tchad	2
Dialogue inter-religieux Tchad	2
Atelier jeunesse et citoyenneté	2
Forum identité nationale Bangui	3
Caravane de la paix au Tchad	3
Femmes et paix - Sud Soudan	4
Forum rural régional au Tchad	5



Partenaires depuis plus de 30 ans dans 20 pays d'Afrique
www.acordinternational.org
ccfd-terresolidaire.org



Bossangoa, République Centrafricaine



Novembre 2012 : mission conjointe RCA/Tchad

En novembre dernier, une délégation d'ACORD Londres, d'ACORD Tchad et du CCFD-Terre Solidaire (Paris) s'est rendu à Bangui puis à N'djamena pour présenter ce programme paix dans les pays de la sous-région. La délégation a eu la possibilité de rencontrer de nombreuses associations à Bangui (OCDH, JUPEDDEC, associations de jeunes...) et à N'djamena (GRAMP/TC, CSPAR, Justice et paix...), des représentants religieux, des agences de coopérations (Coopérations françaises, UE, AFD...); cela a permis de mieux connaître les évolutions de la société civile de Centrafrique et d'identifier plusieurs acteurs avec qui démarrer les premiers projets.

A Bangui, les idées ont fusé : renforcer l'action de l'OCDH dans ses actions de médiation intercommunautaire dans la partie Nord, favoriser une approche multi-acteurs dans la zone de Bossangoa en faveur du développement local concerté, appuyer les associations de jeunesse dans des initiatives communes pour dépasser les clivages présents dans la société, encourager un forum de la société civile pour une paix durable...

Au Tchad, où la société civile est déjà bien plus solide, les partenaires d'ACORD et du CCFD-Terre Solidaire ont accepté d'apporter leur appui à la société civile de Centrafrique. Mais quelques projets ont été imaginés : dialogue inter-religieux, forum social... Voilà de quoi lancer notre programme et mobiliser d'autres acteurs pour nous rejoindre !

Projet de dialogue inter-religieux au Tchad

Comment parler de vivre-ensemble dans une société où deux communautés de religion différente, chrétienne et musulmane, s'observe avec méfiance et font peu d'effort pour partager leurs valeurs et leurs cultures ? Au-delà des rencontres régulières entre religieux, Justice et paix Tchad a voulu ouvrir le débat dans la société civile et politique. Le projet a retenu trois grandes questions : La laïcité, est-elle une solution dans un contexte multiculturel ? L'islam, le christianisme, la démocratie et les droits humains: des pistes pour bâtir une société plus humaine ? « Religions, violences et sociétés : quels regard croisé des "victimes et agresseurs ? ». (suite page 3)

La paix c'est dépasser la colère.

La paix c'est vivre avec et non pas contre.

Paix

Salama

Taling

Made

Kuch

Seneforo

Peace

Hèrè

Amani

Runyararo

Kimia...

FSM Tunis : Atelier sur jeunesse et citoyenneté

Le programme Paix a financé, entre autre, la participation d'Abderamane Goussoumian, leader des mouvements de jeunesse au Tchad, au Forum social qui s'est tenu à Tunis du 26 au 30 mars dernier. Il a notamment participé à un atelier organisé par le CCFD-Terre Solidaire intitulé « Mobilisation de la jeunesse et éducation à la citoyenneté ». L'atelier a regroupé des jeunes de plusieurs pays et continents pour partager les expériences de mobilisations citoyennes de la jeunesse pour favoriser le vivre ensemble.

Caravane de la Paix

En 2012, le Tchad connaissait une situation socio-politique apaisée, grâce à la mise en œuvre, bien que minimale, de l'Accord politique du 13 août 2007. Ce qui a permis la tenue des élections et l'amélioration des conditions de dialogue au sein de la société tchadienne. C'est dans ce contexte que le Comité de suivi de l'Appel à la paix et à la réconciliation (CSAPR) a initié une démarche de dialogue entre les acteurs politiques et la société civile. A la fin du mois de novembre, une caravane a été organisée à travers 12 villes du pays. A cette occasion, pendant 7 jours, une vingtaine de responsables des partis politiques, de journalistes, de leaders d'associations, se sont exercés dans la communication de messages communs de paix. La caravane devait donc impulser le dialogue entre acteurs nationaux et acteurs locaux, le débat sur les questions d'actualité, notamment la vie chère, l'insécurité, les élections, etc. en vue de la consolidation de la paix...



Forum préparatoire pour la signature d'un contrat social entre deux communautés divisées. Bokoro, Tchad.

Projet de dialogue inter-religieux au Tchad (suite)

Des groupes d'associations de jeunes ont abordé cette question à Moundou, Mongo et Ndjamenas en juillet puis une délégation composée du Père Tipo Deng Paolino, responsable du "service de rencontre avec l'islam" au sein de la Conférence épiscopale, de l'Imam Abakar Walar Modou de la Grande Mosquée de Ndjamenas, de Brice Mbaimon Guedembye, jeune leader politique et d'Abderamane Goussoumian et Gondeu Ladiba, 2 leaders de la jeunesse est venue en France à la rencontre des communautés musulmanes et chrétiennes pour découvrir leur conception de la laïcité et de la république. La délégation s'est rendue en banlieues parisiennes, à Marseille et à Paris. Au retour de France, l'Imam a convaincu le Haut Conseil Islamique de mettre en place un cycle de formation « Ethique et Religion » à l'image de celui découvert à l'Université catholique de Paris. En décembre s'est tenu à Ndjamenas un cycle de conférences et débats avec une délégation française constituée de l'Imam Tareq OUBROU, recteur de la Mosquée de Bordeaux et du Père Christophe ROUCOU, chargé du dialogue avec l'Islam au sein de l'Eglise de France. Plusieurs rencontres se sont tenues: l'une avec 80 imams de la ville de Ndjamenas, une autre avec 20 leaders de la société civile tchadienne, ou encore avec des religieux catholiques, protestants et musulmans pour réfléchir sur la formation des religieux au dialogue interreligieux et au vivre ensemble. 2 journées d'échanges et de réflexions ont été financées avec 80 représentants de la société civile de l'intérieur du pays. Jeunes, femmes, paysans... tous engagés dans leur territoire pour une société plus juste, ont pu venir de 18 villes du pays pour partager ces moments. Certains ont mis 2 jours pour rejoindre Bangui. Construire la paix, c'est aussi faire que les religions aident à vivre ensemble, et non à séparer les communautés.

Forum sur l'identité nationale et le vivre ensemble à Bangui

Le 6 février dernier, ACORD a réuni à Bangui 73 représentants de la société centrafricaine de tout le pays pour débattre ensemble de l'identité nationale et du vivre ensemble. Durant toute une journée, des représentants de partis politiques, des députés, des leaders religieux (chrétiens et musulmans) et leaders communautaires, mais aussi des représentants d'ONG centrafricaines, de syndicats et des médias se sont réunis alors même que le pays traversait une période de forte tension politique. Que faire face à la division ? Comment construire un destin commun ? Comment se rassembler autour d'une identité commune et garantir la paix sociale ? Témoignages : « Il s'agit d'une initiative salutaire dans un contexte où les clivages ethniques et religieux sont récurrents et c'est la première fois en RCA qu'une ONG organise un forum sur un thème très sensible » Mr Tchapka Brede, président de la Communauté Islamique Centrafricaine (CICA). « L'identité nationale et le vivre ensemble constituent un problème crucial en RCA. Je félicite ACORD pour ce travail mais avec un jour de forum toutes les questions relatives à ce thème ne peuvent être abordées » Mme Service Annick, représentante de l'Observatoire Centrafricain des Droits de l'Homme (OCDH). « Ce forum a permis aux participants venant de différentes entités de se réunir en tant que centrafricains, de discuter d'un problème très important qui sépare depuis deux décennies le peuple centrafricain. Un jour de forum ne suffit pour un tel thème. Il est important d'organiser pendant plusieurs jours un forum national sur le même thème avec toutes les couches sociales de la population centrafricaine » Mme Anne-Marie Ngouyonpo, représentante du parti politique Mouvement de Libération pour le Peuple Centrafricain (MLPC). Merci à NED (National Endowment for Democracy - USA) pour avoir financé ce forum réussi et porteur.



Femmes leaders dans l'Etat de Jonglei (ville de Bor) après une formation sur la paix et sur la transformation des conflits

Les femmes du Soudan du Sud construisent la paix

En 2012, des femmes parlementaires ou occupant des postes clés dans le gouvernement et représentantes de divers groupes ethniques se sont réunies pour promouvoir la paix dans l'état de Jonglei. Cet état est en proie aux conflits avec des vols de bétail, des enlèvements d'enfants et de femmes, des massacres fréquents (100 personnes tuées lors d'un vol de bétail en janvier 2013). Ces femmes leaders se sont donc engagées et ont fait pression sur le gouvernement pour qu'il adopte une approche non-violente dans la gestion des conflits via un décret local pour mettre un terme à ces violences et engager le désarmement des civils en possession d'armes à feu non autorisées.

Ce décret est mis en œuvre à travers des campagnes de sensibilisation des communautés pour promouvoir la coexistence pacifique. Les personnes visées sont principalement les jeunes qui sont facilement manipulés ainsi que les femmes au niveau local. Ces campagnes ont déjà donné des résultats au niveau communautaire : des communautés retournent de plein gré des femmes ou enfants enlevés, du bétail volé est retourné à leurs propriétaires légitimes, le désarmement de la population s'organise... Ce groupe de femmes leaders a été reconnu cette année par le bureau du président du gouvernement et est considéré comme un acteur crucial dans la campagne de réconciliation nationale visant à renforcer les efforts de consolidation de la paix dans le pays, en collaboration avec le gouvernement. Le 9 avril 2013, ce groupe de femmes a organisé une conférence sur la paix impliquant 100 femmes venues des dix États du Sud-Soudan.

Ceci démontre ce que les femmes peuvent atteindre quand elles s'engagent pro-activement aux processus de consolidation de la paix, comme soutenu par la résolution 1325 de l'ONU. Il est important d'encourager les femmes à participer activement à la transformation des conflits et aux processus de consolidation de la paix à tous les niveaux. Un nombre important de femmes continuent d'être exclues des tables de négociations de paix, notamment à cause des croyances culturelles profondément ancrées, des stéréotypes et du fort taux d'analphabétisme qui les empêchent de participer activement. Le renforcement des capacités des femmes doivent être accentués en particulier dans le domaine de la paix, de la sécurité et du développement.

Forum rural régional - Tchad

Un forum régional sur l'identité nationale et le vivre ensemble au profit d'une soixantaine de leaders ruraux membres des plateformes régionales des cadres de concertation, de plusieurs réseaux départementaux des organisations féminines et d'une dizaine de leaders des organisations rurales du Sud du pays (Moyen Chari et Logone) s'est déroulée fin 2012 à Bokoro (zone sahéenne du Tchad). Le forum a été permis aux tchadiens de différentes confessions, venant de différentes régions, appartenant à des cultures différentes et partisans de partis politiques opposés, de mettre à nu les clichés et appréhensions ainsi que leurs conséquences au niveau social et politique ; de repérer les liens

d'appartenance et les référentiels sociaux qui expliquent grandement les conséquences des replis identitaires (clivage ethnique, régionaliste, mépris des autres communautés...); de discuter sur le concept de citoyen et de définir les paramètres pour mieux vivre ensemble (valeurs républicaines à promouvoir, comportement à bannir, changements de comportement à susciter autour de soi). Au sortir de ce forum, un nouveau regard vers l'autre a été porté et un pont entre les acteurs ruraux du sud et de la zone sahéenne a été établi. Chaque participant s'est alors senti investi d'un rôle d'ambassadeur de la paix dans son environnement immédiat afin de faire face aux stéréotypes et perceptions négatives.



Sud Soudan

Programme Paix est une publication de ACORD et CCFD-Terre Solidaire, deux ONG de solidarité internationale.

Comité de rédaction : Vanessa Dupont, Bruno Angsthelm, Seid Sultane, Salomé Zuriel, Léonie Sendegya

Crédit photos : ACORD

Conception graphique : Caroline Testud

Contact : communications@acordinternational.org

Défendre les droits. Promouvoir la justice.

ACORD

Organisation panafricaine œuvrant pour la justice sociale et le développement

Fondée il y a plus de 30 ans, ACORD est l'une des plus anciennes organisations panafricaines et elle compte parmi les plus grandes. Nous sommes présents dans 18 pays africains et notre action consiste à promouvoir la justice sociale et combattre les causes de la pauvreté. ACORD collabore avec plus d'un million de personnes en Afrique et plus de 2000 organisations partenaires sur le continent et ailleurs dans le monde.

ACORD est enregistrée au Royaume-Uni et bénéficie du Statut CONSULTATIF SPECIAL auprès du Conseil Economique et Social des Nations Unies.

www.acordinternational.org

CCFD-Terre Solidaire

La première ONG française de développement

Constitué en association selon la loi de 1901, reconnu d'utilité publique en 1984, le CCFD-Terre Solidaire a reçu en 1993 le label Grande Cause Nationale. Il a le statut consultatif auprès du Conseil économique et social des Nations unies et est, aujourd'hui, la première ONG française de développement. Il est composé de 29 mouvements et services d'église. Une structure permanente de 170 salariés, à Paris et en région, est chargée de mettre en œuvre les missions du CCFD-Terre Solidaire.

ccfd-teresolidaire.org